

Maternelle : Les professionnels attendent du concret

Quelles réactions aux mesures annoncées par Emmanuel Macron lors des Assises le 27 mars ? L'Ageem , association des professeurs de maternelle, y voit la reconnaissance qu'on est bien enseignant en maternelle. Le Snuipp souligne qu'aucun moyen n'est annoncé alors même que l'extension de la scolarité et l'accent mis sur le bien être des élèves l'exigent. Le Se Unsa salue l'extension de la scolarité obligatoire même si elle pose la question du financement du privé car ça consolide la maternelle. Pour le syndicat la crainte de voir une nouvelle structure imposée en lieu et place des TPS demeure. Le Sgen Cfdt ne voit dans l'extension de la scolarité obligatoire qu'une annonce tant qu'elle n'est pas accompagnée de financement. A défaut l'obligation n'apportera que des inconvénients. L'Andev et la Fcpe posent aussi la question des moyens.



"C'est un acte positif, la reconnaissance de l'école maternelle", nous dit **Isabelle Racoffier, présidente de l'Ageem**, l'association des professeurs de maternelle. "C'est l'assurance qu'on est bien enseignant en maternelle". L'Ageem salue aussi positivement les thèmes évoqués lors des Assises. "Il y a un besoin de formation dans les domaines des arts, de la musique et sur les fonctions éducatives travaillées avec les arts". Isabelle Racoffier rappelle que l'accent est déjà mis dans les programmes de 2015 sur le développement affectif des enfants. Là il n'y a qu'à appliquer les programmes. Pour elle, les propos de Macron maintiennent les dispositifs destinés aux moins de 3 ans. "Les retours d'expérience montrent qu'il y a réassurance des enfants et épanouissement".



"Grosso modo, c'est un effet d'annonce si l'extension de la scolarité obligatoire n'est pas assortie de mesures comme l'allègement des effectifs. Car on ne peut pas scolariser les enfants de 3 ans dans des classes chargées si on veut en même temps parler du bien être, de la sécurité affective et du langage", nous a dit **Francette Popineau, co-secrétaire générale du Snuipp Fsu**. "Les créations de postes sont indispensables car si 20 000 élèves de plus viennent à l'école il faut déjà 700 postes supplémentaires sans pour autant que les effectifs soient abaissés donc il faut davantage de postes ou des plans pluri annuels de dotation... L'école

maternelle à un rôle de prévention de l'échec scolaire. La contrainte de scolarisation est une mesure symbolique mais elle n'améliore pas les conditions d'apprentissage. Cela aurait dû être pensé dans un même élan", ajoute-elle. Le Snuipp craint "que petit à petit la toute petite section, pas obligatoire, avec des élèves non comptabilisés, constitue juste un réservoir de postes et que certains enfants de fait n'entrent à l'école qu'à 3 ans et demi".



Pour le Se Unsa, Stéphane Crochet, son secrétaire général, salue positivement l'extension de scolarité obligatoire qui "sécurise" la maternelle, même si ça ouvre la question du financement du privé. Sur ce point, "il faudra expertiser pour les postes et pour le financement des communes", nous a-t-il dit. C'était une revendication historique du syndicat. "Mais au delà de cette reconnaissance il faut en tirer les conséquences et donc la question des effectifs par classe et de la formation se posent". Sur le maintien des TPS (la scolarisation à 2 ans), "on a noté le spropas d'E Macron, qui restent interprétables, où il a rappelé que l'école peut être bénéfique à cet âge. Il ne faudrait pas que ça se transforme en des TPS qu'en éducation prioritaire". Pour lui des craintes subsistent que la conclusion des Assises disent qu'un autre type de structure accueillerait mieux les enfants".

Le Sgen Cfdt voit dans les Assises et l'annonce de la scolarisation obligatoire à 3 ans "une mesure de communication". Le Sgen rappelle qu'il faudra du financement notamment pour avoir des classes moins chargées et une meilleure reconnaissance des Atsems. Pour le Sgen, le côté obligatoire "n'apportera que des inconvénients dans la relation avec les familles. La question c'est pas l'obligation mais la qualité de l'accueil".

Les parents de **la Fcpe** "plébiscitent un abaissement des effectifs par classe afin que l'école maternelle puisse pleinement jouer son rôle". Pour cela il faut des moyens.

Pour l'Andev, association des directeurs de l'éducation des villes, "pour garantir cette école maternelle accueillante, exigeante, bienveillante, des ambitions doivent être confirmées : le nombre d'enfants par classe pour répondre aux besoins spécifiques du jeune enfant, des formations adaptées pour tous les acteurs éducatifs (enseignants, ATSEM, animateurs, ..), le soutien des projets de qualité initiés sur les territoires pour la scolarisation des enfants de 2 ans, la place et l'accompagnement des familles à sans cesse interroger et légitimer au sein des écoles ..."

Propos recueillis par F Jarraud

[AGeem](#)
[Snuipp](#)
[Se Unsa](#)
[Sgen Cfdt](#)
[Andev](#)

